

## AKTUELL

## CLIMAT

# Cegedel mise sur le noir

Raymond Klein

**Les technologies de capture et de stockage du carbone sont une option controversée pour lutter contre le changement climatique. Alors que Cegedel envisage d'y investir substantiellement, Greenpeace voit dans cette approche une fausse solution.**

Une fois de plus, Greenpeace tire à boulets rouges sur le gouvernement à cause de son attitude en matière de protection du climat. En effet, la société Cegedel, en principe contrôlée par l'Etat, envisage d'investir dans une centrale au charbon en Allemagne. Cette centrale serait capable de capturer le CO<sub>2</sub> avant qu'il ne parte dans l'atmosphère et contribue à l'effet de serre. Mais l'ONG n'est pas convaincue par cette approche et met en garde : « Le gouvernement va perdre toute sa crédibilité dans sa politique climatique dans le cas où il ne s'oppose pas fermement au projet de la Cegedel d'investir dans une centrale au charbon pour importer de l'électricité. » Aux yeux de Greenpeace, la technologie du « Carbon capture and storage » (CCS), favorisée par l'industrie du charbon, « ne pourra pas contribuer aux objectifs de lutte contre les changements climatiques et comporte de multiples risques ».

**La capture du CO<sub>2</sub> ne sert à rien s'il n'y a pas un stockage subséquent. De ce côté-là, les incertitudes et les risques sont grands**

Or, à première vue, cette approche ressemble à une solution magique à tous nos problèmes : en évitant les émissions de CO<sub>2</sub>, on pourrait se passer des coûteuses énergies renouvelables et des désagréables économies d'énergie sans mettre en danger le climat. En effet, les centrales électriques à capture de carbone permettent de lâcher dans l'atmosphère jusqu'à sept fois moins de CO<sub>2</sub>. Cela se paye par des émissions plus importantes en oxydes d'azote et un coût de revient supérieur. Surtout, ces technologies sont en cours de développement, avec

des incertitudes sur la date de disponibilité et l'efficacité réelle.

Mais le problème principal est que la capture du CO<sub>2</sub> ne sert à rien s'il n'y a pas un stockage subséquent. De ce côté-là, les incertitudes sont grandes et les risques environnementaux dramatiques. Pour le stockage géologique, on envisage d'injecter le gaz dans d'anciens champs d'hydrocarbures. Si le très sérieux « International panel on climate change » (IPCC) y voit une option prometteuse, Greenpeace craint que les multiples trous de forage, même scellés, finiront par donner lieu à des fuites. Le stockage maritime comporte plus de risques encore, notamment en matière d'impact sur les écosystèmes marins.

Le CCS rappelle un peu une autre solution miracle, la fusion nucléaire : efficacité incertaine, délai de développement assez long et déchets comportant des risques à long terme. Cela justifie-t-il un arrêt complet de la prospection ? Pas forcément, car dans une situation difficile, il convient d'explorer toutes les voies de recherche. C'est en tout cas l'opinion de l'IPCC, qui voit dans le CCS une arme contre le changement climatique parmi d'autres. Le risque est le même que pour la fusion : favoriser la capture du CO<sub>2</sub> au détriment de l'évitement des émissions. L'IPCC estime qu'un préalable à l'acceptation politique du CCS serait un engagement ferme des Etats en matière de réduction des émissions.

En ce sens, la charge de Greenpeace contre Cegedel est de bonne guerre. En effet, la société d'électricité conserve une attitude ambiguë en matière d'énergies renouvelables, offrant de l'électricité plus ou moins verte tout en entretenant le doute sur l'avenir énergétique. Ainsi on lit sur son site, au sujet des énergies renouvelables : « ... ces sources ne permettent pas d'assurer une livraison constante en énergie électrique. » Conclusion suggérée : on aura toujours besoin de nucléaire et d'énergie fossile. Il est logique alors que Cegedel investisse dans le charbon. Et tout aussi logique que ceux qui tiennent cette option pour suicidaire s'y opposent avec toutes leurs forces.

## SHORT NEWS

## L'IVL ne serait pas tout à fait mort

Le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a réagi au sujet de l'article « In memoriam IVL » (woxx 924) où l'on pouvait lire : « Seit 15 Jahren wird daran herumgedoktert, ohne dass sich Landesplanungs- und Wirtschaftsministerium einig werden. » Etant donné que le Programme directeur a été défini par la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire et a été adopté en date du 27 mars 2003 par le Conseil de Gouvernement, il serait erroné d'affirmer que depuis 15 ans, soit depuis 1992, des réflexions et des discussions aient été menées dans le cadre du « Plan sectoriel Zones d'activités économiques ». Ce plan n'a été prévu qu'en 1999. Le Ministère rappelle d'autre part que dans le cadre de ce plan sectoriel, un groupe de travail interministériel a commencé ses travaux en 2006 par l'élaboration d'un inventaire détaillé des zones d'activités économiques. L'inventaire a été finalisé récemment et une analyse des surfaces de l'inventaire s'en est immédiatement suivie. Les résultats de cette analyse constituent la base pour déterminer, compte tenu des tendances économiques et des objectifs spatio-économiques, les besoins futurs en surfaces. Les travaux conceptuels ont donc débuté à la fin de l'année 2006. Nous prenons note de ce rappel historique. Cependant, le woxx n'a jamais affirmé que le Programme directeur était vieux de 15 ans, mais que les discussions concrètes autour des zones d'activités économiques ont débuté bien avant, sans aboutir à des conclusions satisfaisantes. La référence à l'année 1992 concerne la mise en place du premier groupe de travail à ce sujet. 15 ans pour aboutir aux « travaux conceptuels » ! Cela confirme bel et bien notre analyse que la politique de planification n'avance que très, très lentement.

## Celula: „Fonds du Logement“ wollte keinen Abriss

Alex Simonis, früherer Mitarbeiter des „Fonds du Logement“, widerspricht in einer Richtigstellung der Aussage im Woxx Artikel "Aus Alt mach Neu" vom 19. Oktober 2007, der Fonds hätte die Bettenburger Molkerei Celula abreißen wollen, um einen Neubau zu schaffen. Eine Analyse des Komplexes im Auftrag des „Fonds du Logement“ hätte zu der Einschätzung geführt, dass die Celula sich aufgrund zu tätiger Wohnungszuschnitte nicht für den subventionierten Wohnungsbau eigne. Angebracht sei eher eine Mischnutzung in Form von Geschäften, Lofts, Gaststätten und Ateliers. Im schlussfolgernden Bericht an den Verwaltungsrat sei lediglich vom Kauf der Celula abgeraten worden, von Abriss sei nicht die Rede gewesen.

woxx@home

## Tanz der Gänsefüßchen

Neu ist besser. Die neue woxx ist besser als die alte. Zum Beispiel wurden früher Zitate zwischen schmucklose "Zollzeichen" gesetzt. Doch das neue, also bessere, Layoutprogramm bewältigt problemlos die „deutsche“ wie auch die « französische » Typografie. Im Rausch des Neuaufbruchs beschloss die Redaktion, frei nach dem EU-Motto "In Vielfalt geeint", die „Gänsefüßchen“ und « Guillemets » passend zur Sprache einzusetzen. Doch dann tauchten plötzlich „deutsche“ Anführungszeichen in einem französischen Text auf, weil die automatische Spracherkennung im Word nicht funktioniert hatte. Kurzfristig wurde entschieden, die ganze Nummer auf „deutsche“ Typografie umzustellen. Außer den Texten, die schon mit « Guillemets » gelayoutet waren. Und jenen mit "Zollzeichen", die sich « partout » nicht in „Gänsefüßchen“ umwandeln lassen wollten. Am Ende war die Typografie noch nicht einmal für jeden Text einheitlich. Zum Glück haben wir die « Chose » "in fine" "under control" bekommen!